

Lucie COLLIARD

Une belle Grève de Femmes :
DOUARNENEZ



1925

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

— 120, RUE LAFAYETTE, PARIS —

Prix : 0 fr. 60

Lucie COLLIARD

Une belle Grève de Femmes :
DOUARNENEZ



1925

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

— 120, RUE LAFAYETTE, PARIS —

*A toutes les vaillantes, à toutes les
audacienses qui surent entraîner leurs
camarades et faire durer la grève jus-
qu'à la victoire.*

*A toutes les bonnes camarades
sardinières de Douarnenez, mon plus
profond hommage. — LUCIE COLLIARD.*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. — Une vie de misère.....	5
II. — Le travail des conserves.....	9
III. — La grève.....	11
IV. — Le syndicat.....	17
V. — Les revendications.....	19
VI. — Le 1 ^{er} janvier.....	21
VII. — La victoire.....	23
VIII. — La rentrée.....	30

Une belle Grève de Femmes : D O U A R N E N E Z

I. — Une vie de misère

Elles sont plus de deux mille femmes à Douarnenez qui travaillent les produits de la pêche de trois à quatre mille marins.

Toutes n'habitent pas la ville; la moitié au moins vient des bourgs voisins : Ploaré, Tréboul, Pouldavid.

D'habitude, les ouvriers du centre industriel ont un bon esprit de lutte de classe; mais ceux qui viennent des campagnes avoisinantes et qui sont mi-ouvriers mi-paysans, ne comprennent pas toujours la nécessité et l'âpreté de nos luttes.

Ici, rien de semblable. S'il fallait trouver quelles sont les sardinières qui ont le plus contribué au succès de la grève, on constaterait que la proportion en est aussi forte dans les bourgs qu'en ville. Toutes les femmes sont courageuses comme des Bretonnes dont la vie est dure, comme des travailleuses dont la misère ne peut pas être augmentée.

— Combien gagnez-vous, Augustine?

— Nous gagnons toutes la même chose : seize sous de l'heure, les petites de douze ans comme les vieilles de quatre-vingts. Car il faut vous dire, on ne peut jamais se faire d'économies. Alors, faut bien travailler jusqu'au bout.

— Je comprends qu'avec des journées de 6 fr. 40 vous ne puissiez pas vous faire d'économies!

— Ça nous fait plus que ça, parce qu'au moment de la pêche, on fait quelquefois douze à quatorze heures, ça nous fait nos 9 fr. 60 ou 11 fr. 20. Même une fois, au mois de juin, au moment des petits pois, j'ai fait soixante-douze heures en m'arrêtant seulement une heure aux repas.

— Oui, mais vous ne pouviez pas dire en allant vous reposer, cette fois-là, que vous aviez fait une bonne journée, car vos soixante-douze heures de travail, avec les heures d'interruption, se répartissaient sur quatre journées différentes.

— Ah! bien sûr! Et puis, on ne peut pas toujours travailler comme ça.

— Ce qui est aussi certain, ma bonne camarade, c'est qu'on ne devrait jamais travailler comme ça. Une vie comme la vôtre, c'est une vie de galérien. Il n'y a pas besoin, après ça, d'inventer un enfer après la mort. Même si vous étiez des criminelles, on n'aurait pas le droit, pour vous punir, d'exiger de vous un effort aussi prolongé.

— C'est vrai.

— Et la loi de huit heures, qu'est-ce qu'ils en font, vos patrons? Et la loi qui interdit le travail de nuit aux femmes, comment la respectent-ils? Ils en ont sans doute plein la bouche de ce mot de *loi*, quand la chose est, la plupart du temps, dirigée contre vous.

— Oh! mais chez nous, on ne peut pas respecter la loi de huit heures, c'est impossible. Et on est obligé de travailler la nuit, parce que le poisson arrive le soir.

— Il attendra jusqu'au matin.

— Il ne peut pas attendre pour être mis en boîte. Et puis, quand c'est les petits pois, ils fermentent vite quand il y en a plusieurs tombereaux, et il faut travailler sans arrêt.

— Eh bien! quand vous faites des heures supplémentaires, ou des heures de nuit, il faut exiger un tarif double.

— Oh! ça ne se peut pas, non, ça ne se peut pas.

— Beaucoup ont raisonné comme vous avant vous, Augustine; ils ont fini par reconnaître que la journée de huit

heures est toujours applicable si on le veut. Et la loi accorde même quelques exceptions, qu'on appelle des heures de dérogation, pour les industries saisonnières comme la vôtre.

— Mais puisque, pour le travail du poisson, nous faisons la moitié de notre journée la nuit, jamais les patrons n'accepteront de nous payer un tarif si élevé.

— C'est ce que nous verrons! Mais il faut d'abord que vous, vous compreniez que c'est nécessaire et que vous le vouliez vraiment, comme vous voulez obtenir une augmentation de salaire.

La brave Augustine reste songeuse; elle va longuement réfléchir à notre conversation.

— Et vous, Malvina, pourquoi demandez-vous une augmentation?

— Parce qu'on ne peut plus vivre comme ça. Chez nous, ç'a toujours été la misère. Quand j'étais petite, ma mère nous laissait pour aller à l'usine. Elle gagnait quatre sous de l'heure, elle faisait le plus d'heures possible pour nous faire vivre; les sardinières ne comprenaient pas toutes qu'il valait mieux faire augmenter leur salaire par le patron pour pouvoir bien soigner leurs enfants que de travailler le jour et la nuit sans avoir le temps de s'occuper des petits. Une nuit, quand ma mère est rentrée de l'usine, elle nous a trouvés, mon frère et moi, couchés l'un sur l'autre sur l'escalier de pierre. Nous n'avions mangé qu'un peu de riz qu'une voisine nous avait donné. J'ai un frère de quinze ans qui a souffert du manque de soins, il n'a pas poussé, il ne sera jamais fort. Aussi, nous, les jeunes, nous ne voulons plus accepter cette vie que les patrons voudraient continuer à nous imposer. Il faudra que ça change!

— C'est très bien, Malvina; ça changera, puisque vous savez le vouloir.

— Et vous, Marie-Anne, à votre âge, vous vous révoltez aussi?

— Oh! moi j'ai déjà fait la grève de 1905; mais personne n'était venu à notre secours, nous n'avions pas pu tenir, nous étions rentrées au bout de quelques jours. Mais cette fois, puisque vous venez nous aider, ça va marcher!

— Vous êtes bien résolue à ce que ça marche?

— Oui, parce que, voyez-vous, on a tout de même trop de misère. Moi, qui vous parle, j'avais trois belles filles. Elles sont mortes toutes les trois, une à vingt-neuf ans, une à vingt-six et l'autre à vingt.

— Oh! de quoi sont-elles mortes, ma pauvre camarade?

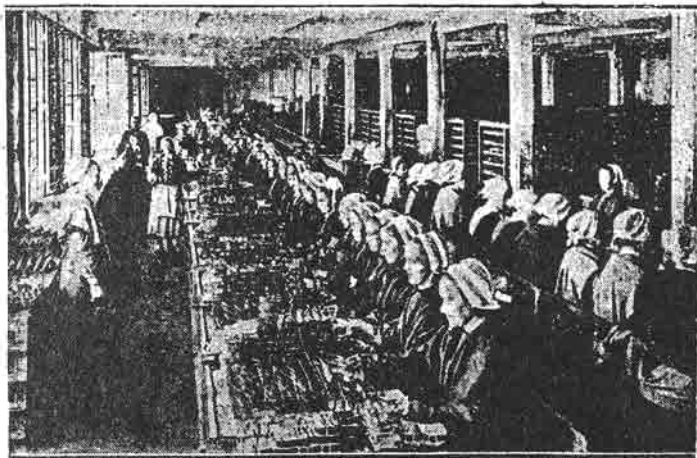
— Ah! on m'a dit que je les avais fait travailler trop jeunes.

Toute la misère des sardinières est contenue dans ces trois conversations. La mentalité des trois générations de grévistes aussi. Les jeunes pleines d'entrain, ardentes et enjouées. Les vieilles, fortes de l'expérience, d'une ancienne grève, ne redoutant rien, cuirassées par leur longue vie de privations. Les femmes d'âge mûr, plus prudentes, plus réservées, moins hardies, soucieuses des petits dont elles ont encore la charge. Mais toutes décidées à tenir pour vaincre.

II. — Le travail des conserves

Il y a vingt-trois usines à Douarnenez, dont vingt et une de conserves de poissons; les deux autres sont une filature, où on fabrique le filet de pêche, et une biscuiterie. Toutes ont fait la grève.

On ne fait pas que la sardine; on travaille aussi le thon,



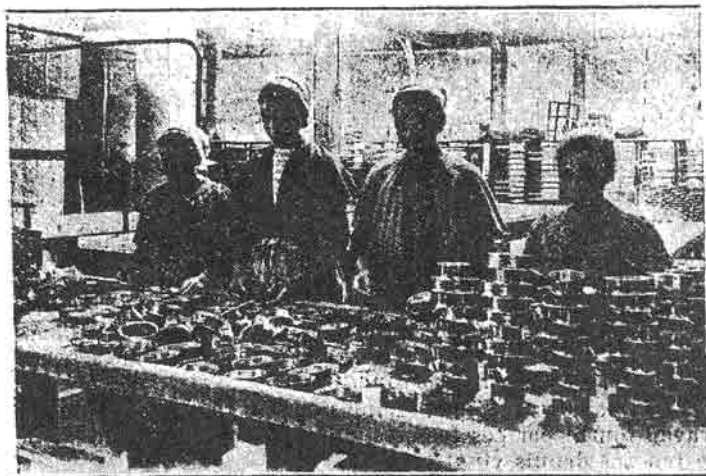
Usine CHANCERELLE. — Sardinières faisant la mise en boîte.

le maquereau, le hareng et le sprat, que les profanes prennent pour de la petite sardine.

Il faut avoir visité une usine pour se rendre compte du travail fourni par ces femmes, dont quelques-unes devraient se reposer depuis vingt ans.

Il faut être debout, toujours debout. La sardine est versée sur les tables; les femmes la rangent la tête en bas

dans des espèces de petits paniers en fil de fer qui seront trempés dans l'huile bouillante. Puis le poisson sera rangé et serré dans les boîtes, qui seront ensuite remplies d'huile et soudées à la machine. Le sol est de terre battue. Comme il pleut beaucoup à Douarnenez, les sabots mouillés détrempent le sol, ce qui produit une boue épaisse qu'on est obligé de racler à tout moment. Aussi le niveau du sol de la salle de travail, qui est installée dans un vague hangar, est actuellement bien au-dessous du niveau de la rue. Et il se dégage de cette marée et de cette huile bouillante une odeur complexe qui vous écœure; on sort de là avec la migraine et on se demande comment les malheureuses ouvrières peuvent travailler de si longues heures sans reprendre haleine. Et elles chantent! Elles chantent pour tromper leur fatigue, et quelquefois leur sommeil.



Industrie sardinière. — La préparation des boîtes.

III. — La grève

— Pourquoi êtes-vous sorties de vos usines? Que demandez-vous? Voyons, Anna, vous êtes chez Carnaud, la première maison sortie, expliquez-moi ça.

— Chez nous, nous ne faisons que les boîtes; la loi de huit heures est applicable et appliquée. Nous ne pouvons pas vivre avec nos 6 fr. 40. Nous sommes sorties vendredi (1) après avoir demandé un franc de l'heure, salaire qui nous a été refusé.

— Et les sardinières, que demandent-elles?

— Elles demandent comme nous : un franc de l'heure.

— Eh bien! vous n'êtes pas difficiles les unes et les autres! Avec le coût actuel de la vie, un franc de l'heure! C'est 1 fr. 25 qu'il faut demander et obtenir tout de suite, et ce sera encore bien insuffisant et, qui pis est, bien inférieur aux revendications des autres travailleuses.

— Bon, c'est entendu : *Pem rel avo* (2),

— Dites-moi, Yvonne, vous qui venez de faire le tour de la ville, toutes les maisons sont en grève?

— Il en reste encore deux ou trois petites qui travaillent.

— Nous allons faire comprendre aux ouvrières qu'elles doivent nous aider à obtenir les vingt-cinq sous.

— Allons!

Et, dès le mardi matin 25, il n'y avait plus que les comises (3) et les femmes de chambre des « dames » de sardinières qui mettaient le poisson en boîte. Car les ouvrières venaient de refuser à l'inspecteur du travail de travailler le poisson qui était resté sur les tables. Leur sens de la lutte leur avait indiqué que ce poisson restant

(1) C'est-à-dire le 21 novembre.

(2) En breton : nous voulons 25 sous.

(3) Contremaîtresses.

à travailler pouvait devenir un élément de pression sur le patronat. Mais la rancune et la haine des patrons, qui n'étaient pas habitués à un tel esprit d'indépendance, ne connurent plus de bornes.

Et la grève se déroula dans un enthousiasme toujours croissant, au fur et à mesure que ces braves gens se rendaient compte qu'il leur était possible d'acquérir une vie plus large et plus digne, au fur et à mesure qu'ils prenaient conscience de leurs droits les plus sacrés et qu'ils constataient les heureux résultats d'une solidarité ouvrière vigilante et vraiment parfaite en l'occurrence.

Il y a deux cents ouvriers environ dans les usines de sardines. Mais les femmes, soutenues par les marins-pêcheurs, furent l'âme de ce beau mouvement. Il y eut des manifestations de quatre à cinq mille personnes, dans cette ville de 12.250 habitants. Et c'étaient les jolis bonnets blancs des femmes qui dominaient. Quand les marins les accompagnaient, avec leurs costumes de toile rouge imperméabilisée, ou aurait dit, le long de la mer, une longue guirlande de pâquerettes et de coquelicots. Et les chants ne cessaient pas. Et, sur l'air des lampions : « *Pem rel avol Pem rel avol Pem rel* » (C'est vingt-cinq sous, c'est vingt-cinq sous, qu'il faut!)

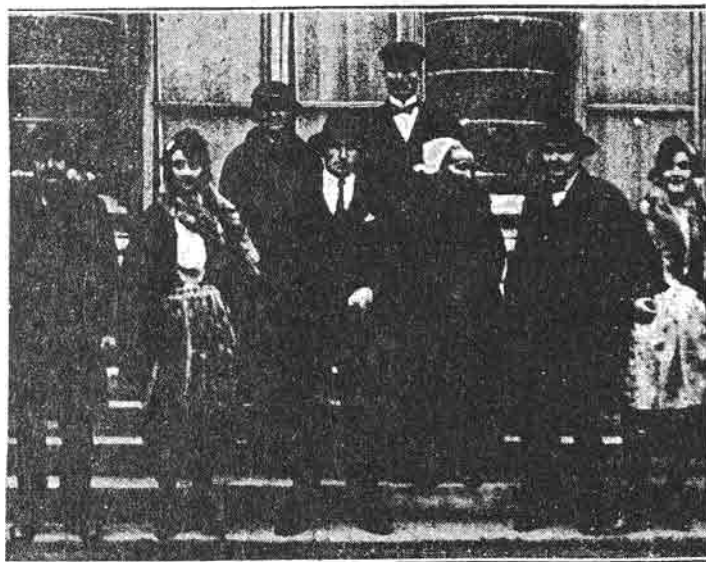
— Il faut nous copier *l'Internationale*; nous ne savons que le refrain.

— C'est entendu, Marie, vous aurez votre *Internationale*.

Elle fut copiée, puis tirée à l'imprimerie à 2.000 exemplaires, vendus deux sous. Il n'en resta pas un. Mais, sous la halle, à la fin des meetings, et dans les manifestations, deux mille femmes et plusieurs milliers d'hommes chantaient le bel hymne de Pottier d'un bout à l'autre, religieusement. Et c'était beau, beau comme les foules russes quand elles chantent!

Les diverses péripéties de la grève, au lieu de décourager les femmes, affermissaient leur volonté de vaincre. La charge de gendarmerie, un jour où les grévistes faisaient comprendre à des charretiers qu'ils ne devaient pas aider

les patrons à exécuter leurs commandes, la suspension du maire communiste, qui s'était mis immédiatement à la disposition des grévistes (c'est ça le communisme : se mettre à la disposition des travailleurs et les entraîner vers la



La délégation des grévistes au ministère.

réalisation de tous leurs droits), la fin de non-recevoir des patrons aux propositions d'arbitrage des maires des communes touchées par la grève, la même fin de non-recevoir aux propositions de l'inspecteur divisionnaire du travail. Et ce fut l'offre d'arbitrage du ministre. Six mille personnes accompagnaient la délégation à la gare; l'enthousiasme était à son comble. L'échec de la tentative du ministre troubla quelque peu les grévistes; mais la colère

gronda sous la halle quand la délégation rendit compte de son mandat : « Des pourparlers, des discussions! Ils ne veulent rien comprendre! De l'action directe! Ils la comprendront parce qu'ils la sentiront! » Bien sûr! De l'action directe, mais concertée et unanime; il ne s'agit pas de se sacrifier à Douarnenez, pendant qu'à Concarneau on attend placidement que les patrons vous augmentent. Quand on fera de l'action directe, pour être vraiment victorieux, il faudra que toute la classe ouvrière française à la fois, puis la classe ouvrière internationale y participe. Ce n'est que de cette façon que vous profiterez de votre victoire, travailleuses de Douarnenez.

— Vous, la délégation ouvrière, vous êtes revenus rapidement de Paris. Les patrons, eux, ne sont pas encore rentrés. Parbleu! ils ont voulu visiter Montmartre! Nous, ça ne nous intéresse pas...

* Nous apprîmes par la suite que c'était pire : ils étaient allés rue Bonaparte s'aboucher avec des assassins.

— Allons, vous, la grande frisée, venez prendre la bannière.

— Non, c'est nous qui voulons la porter.

Et trois femmes d'une quarantaine d'années se présentent et se relaieront tout le long de la manifestation pour porter la vieille bannière du syndicat, qui claque au vent marin. Elle est immédiatement suivie d'un groupe important de jeunes filles qui scandent la *Jeune Garde* en faisant claquer leurs sabots :

*Tant pis si la lutte est cruelle;
Après la pluie, le temps est beau...*

Et toute la colonne accompagne au refrain.

Il faut dire qu'au début, cette colonne, c'était un peu une cohue : les grévistes ne savaient pas encore se discipliner eux-mêmes. Quelques jours ont suffi pour qu'ils apprirent à faire une belle manifestation bien ordonnée.

— Vous avez lu l'affiche des patrons, Anne-Marie?

— Qui : 18 sous qu'ils nous offrent! Et au 1^{er} janvier

encore! Il faut rentrer sans augmentation! Ils se fichent de nous. Ils peuvent nous attendre!

— Ils s'imaginent cependant que si nous n'étions pas là, ils vous feraient céder...

— Nous leur en avons tant donné l'habitude qu'ils s'imaginent que ça va durer. Mais justement ils sont allés trop loin : les moutons sont devenus enragés et nous les aimons, nous, ceux qu'ils appellent les « étrangers » (1), et nous n'avons confiance qu'en eux pour nous aider à conquérir nos droits. Vous les gênez? C'est la preuve que vous nous défendez bien contre ces pieuvres qui nous sucent notre vie.

Les cantines sont installées : plus de mille repas y sont servis tant à midi que le soir.

— Vous êtes contentes? Les rations sont suffisantes? La nourriture est bonne?

— Ah! je crois bien! Regardez cette bonne assiette de haricots, et j'aurai encore de la confiture. Demain, ce sera de la viande et des pommes de terre. Croyez-vous qu'on pouvait se payer de la viande tous les deux jours, avant? On mangeait un peu de poisson et des pommes de terre. Et, le soir, un peu de café avec un morceau de pain; tandis que maintenant on a une bonne grosse assiette de soupe bien épaisse et une grande tartine de confiture.

— Ce sont les travailleurs de toute la France et même de l'Internationale Syndicale Rouge qui vous offrent cela; vous en souviendrez-vous?

— Ah! je crois bien! Aussi, pour être dignes de leur magnifique solidarité, nous tiendrons jusqu'à ce que les patrons plient; et quand d'autres travailleuses lutteront contre leur patronat, nous les aiderons aussi de nos sous.

— Que voulez-vous, mes camarades? Nous avons beaucoup de travail aujourd'hui : nous organisons la distribution des

(1) Les représentants des organisations syndicales centrales venus à Douarnenez pour se mettre à la disposition de la grève.

vivres en nature et si vous n'avez pas des choses urgentes à nous dire, vous serez bien gentilles de nous laisser travailler, hein? Vous savez bien que c'est quand vous vous reposez, vous, que nous travaillons le plus, nous!

— Eh bien! on va rester dans la cour de la mairie; on ne peut pas rester chez soi, on n'en a pas l'habitude; on ne va pas à l'usine non plus. On fait la grève!...

— Oui, mes camarades, réunissez-vous, discutez, éduquez-vous mutuellement.

Et ça discute, en effet, dans la cour... Mais en breton, toujours en breton. On entend de temps en temps : *Pem rel!* Elles parlent des 25 sous.

Il arrive fréquemment que les grévistes nous acclament : « Vive l'un! Vive l'autre! » Nous n'aimons pas cela et nous faisons comprendre à ces femmes confiantes et affectueuses qu'il ne faut jamais acclamer un homme (ni une femme!), mais les idées qu'il représente et qu'il essaie de matérialiser. Et, peu à peu, elles prennent l'habitude de crier : « Vive le Syndicat! Vive le Parti Communiste! » Nous ne le leur avons pas fait dire, mais les journaux réactionnaires ou même simplement « Bloc des Gauches » leur ont tellement répété que nous étions des communistes, croyant ainsi les dresser contre nous! L'effet fut contraire : au lieu de se dresser contre les communistes, elles comprirent le communisme et ses buts proches et lointains et l'admirèrent d'emblée sans que nous leur ayons dit le mot, rien qu'en nous voyant agir.

IV. — Le syndicat

La sortie de l'usine avait été spontanée, sans entente préalable entre ouvrières des différentes usines. Le mouvement gagna, sur pression des premières ouvrières grévistes, l'élite du prolétariat féminin de Douarnenez. Car il n'y avait pas de syndicat de la conserve à Douarnenez. (On ne pouvait guère appeler syndicat cet embryon formé de quelques ouvriers seulement.) Dès le début, nous démontrâmes aux grévistes l'urgence qu'il y a à s'organiser pour discuter, se concerter et prendre des décisions. Alors, ce fut un véritable assaut : tous les « étrangers » (c'était nous) étaient obligés de prendre les adhésions, tant il en venait ! Des centaines et des centaines par jour ! Et il fallait parfois se faire traduire questions et réponses, tant il y avait de femmes qui ne parlaient que breton. Et rien ne fut plus émouvant que le spectacle d'une pauvre vieille toute tremblotante qui revint plusieurs jours de suite pour avoir sa carte rouge qu'elle avait payée d'avance, car on en manquait à tout moment. Et il fallut syndiquer les petites jeunesses, qui n'étaient pas les moins compréhensives.

« Et on ne laissera plus travailler à côté de nous celles qui ne seront pas syndiquées », disait tante Jeanne. On verra par la suite que la parole fut tenue. « Il ne faut rien donner à la cantine à celles qui ne sont pas syndiquées ! » Cette ardeur des néophytes ! Nous avions toutes les peines du monde à leur faire comprendre que nous venions en aide aux grévistes et non pas seulement aux syndiquées. Mais, au fond, n'avaient-elles pas raison ? Les non-syndiqués ne trahissent-ils pas leur classe en négligeant l'organisation de la lutte contre le patronat dont ils souffrent ? Il y a trois millions de femmes en France qui touchent un salaire. Si elles étaient toutes syndiquées et qu'elles mènent une lutte active au sein de leurs syndicats respectifs, verrait-on encore les salaires féminins aussi bas ? Que toutes les ouvrières se syndiquent et elles ver-

ront comment leurs revendications particulières seront prises en bien plus grande considération!

Le syndicat de l'Alimentation de Douarnenez comprend à l'heure actuelle plus de deux mille adhérents; il y a au moins dix-neuf cents adhérentes sur ce nombre. Le bureau est composé d'hommes et de femmes. Le membre du bureau le plus capable, d'ici quelque temps, de diriger le syndicat est une jeune fille intelligente, sérieuse, énergique, dont nous avons pu apprécier les qualités au Comité de grève. Elle fit partie de la délégation au ministère du Travail. On peut n'avoir que 21 ans et être une femme de tête. En affirmant cela, je ne pense pas qu'à Douarnenez, je pense aussi au syndicat du Textile de Beaulieu, dans l'Isère.

Et ce puissant syndicat de Douarnenez sera le pivot de toute l'action des sardinières du sud du Finistère, et même des Sables-d'Olonne et de Saint-Jean-de-Luz. Il travaillera pour que la misère cesse parmi cette catégorie de travailleuses; il rognera le bec et les ongles de ce patronat si avide et si rétrograde; il arrivera à lui faire comprendre que les lois de protection ouvrière si peu nombreuses et si incomplètes, votées par une bourgeoisie qui lâche une miette pour garder tout le morceau, doivent être respectées par lui, en attendant que les travailleurs prennent eux-mêmes le morceau et fassent la loi. Ce ne sont pas les inspecteurs du travail qui feront céder les patrons, nous l'avons constaté à Douarnenez surtout : c'est le syndicat et l'action ouvrière.

V. — Les revendications

Les grévistes n'avaient donc songé qu'à une augmentation du salaire horaire uniforme. Je fis ajouter le paragraphe de la protection de la main-d'œuvre féminine. On reste confondu quand on songe que des ouvrières pouvaient faire trois fois 24 heures sans arrêt, sans majorations. Comme, dans l'Alimentation, le règlement d'administration publique qui doit régler l'application de la loi de 8 heures n'est pas encore rédigé, c'est la loi de 10 heures qui joue. Le Comité de grève décida de demander une majoration de 50 0/0 pour la onzième heure. Il demanda aussi que les heures de nuit fussent majorées également de 50 0/0, puisque le travail de nuit est interdit aux femmes et que les heures de dérogation doivent être majorées. C'étaient des prétentions bien modestes : 1 fr. 25 de l'heure, majorations de 50 0/0 ! Pour les hommes, le salaire normal revendiqué était 1 fr. 75. Comme je le fis remarquer au ministre, en lui rappelant les conférences féministes qu'il fit jadis : « Ce n'est pas 1 fr. 25 que nous devrions demander pour les femmes, mais 1 fr. 75 comme pour les hommes ». Ces prétentions si modestes ne furent pas acceptées par les patrons qui refusèrent de rencontrer la délégation ouvrière devant le ministre.

Une maison était cependant entrée en pourparlers avec nous : l'entente se fit sur un franc de salaire horaire de base et une majoration de 50 0/0 pour les heures supplémentaires à partir de la dixième heure, ainsi que pour les heures de nuit, mais après minuit seulement au lieu de 10 heures du soir comme la loi l'indique. C'était un demi-succès ; mais la clause importante était la reconnaissance du syndicat et la promesse qu'il n'y aurait aucun renvoi ni pour fait de grève, ni pour fait syndical. Le contrat fut signé par le Comité de grève et la propriétaire de l'usine devant le juge de paix.

Ce fait nouveau n'entama pas le reste du bloc patronal.

Les potentats de Douarnenez espéraient toujours dissocier le bloc formé par les grévistes et leur Comité de grève. Une équipe, payée certainement par eux, vint à Douarnenez nous calomnier. Une sale feuille qui nous diffamait fut répandue à profusion. Rien n'y fit. L'équipe se rendit rapidement compte qu'on n'inspire pas facilement confiance à ces populations travailleuses et foncièrement honnêtes; mais que, lorsqu'elles ont donné cette confiance à quelqu'un qu'elles ne jugent pas sur les paroles mais sur les actes, on peut leur raconter des sornettes, elles ne les croient pas. Voyant qu'on ne décapiterait pas le mouvement de grève en séparant par la calomnie les grévistes de leurs militants, le patronat et ses valets résolurent d'agir plus violemment en frappant un grand coup.

VI. — Le 1^{er} janvier

Et ce fut l'arrivée, le matin du 1^{er} janvier, de bandits armés qui nous cherchèrent toute la journée et provoquèrent directement certains camarades attablés dans les cafés. Si les militants de Paris avaient fréquenté les cafés, ils auraient certainement été l'objet de tentatives d'assassinat semblables à celle dont Le Flanchec, le maire communiste suspendu, son neveu, ainsi que deux pêcheurs furent les victimes. A bout portant, les bandits tirèrent au moins 15 à 16 balles. Et ce fut la panique.

Mais ce fut aussi un sursaut d'énergie et de courage de la part de cette population si vaillante qui voulait elle-même punir les assassins. Pendant que les blessés étaient transportés à l'hôpital de Quimper et qu'un des patrons sardiniens guettait les événements dans une encoignure de porte, la population entière s'était massée devant l'hôtel où les assassins s'étaient réfugiés. C'était le siège du syndicat patronal. Un ordre maladroit de charger fut donné à la gendarmerie à pied d'abord, puis à la gendarmerie à cheval. C'est alors que quelque chose de grand et d'inoubliable se passa. Tous ces hommes et toutes ces femmes — oui, toutes ces femmes — résistèrent aux forces dressées contre eux. Ni les chevaux, ni les sabres nus ne les effrayaient. Et ce fut une véritable bataille, à l'issue de laquelle la force armée n'eût certainement pas été victorieuse si un contre-ordre ne fût venu de cesser la charge. Car devant l'attentat si odieux, les yeux des uns et des autres s'étaient ouverts à la compréhension de l'acuité des batailles sociales actuelles; ils avaient compris que le patronat qui nous accusait de prêcher la violence la pratiquait lui-même, et ils étaient décidés à lui donner la leçon qu'il méritait. Il fallut expliquer, comme toujours, qu'une victoire de violence à Douarnenez ne résoudrait pas la question sociale ni la question économique. Mais ces femmes, si soucieuses de la bonne tenue de leurs jolies coiffes de dentelles (je l'ai écrit dans

l'Ouvrière), restaient sous la pluie, ne s'inquiétaient plus des pauvres coiffes pendantes, ne pensaient plus qu'à une chose : se défendre, se battre! Elles venaient vers moi : « C'est la Révolution ce soir à Douarnenez! » Je ne le leur faisais pas dire non plus; mais les événements leur démontraient que la situation est révolutionnaire et qu'il est urgent de se grouper, de s'organiser si la classe ouvrière ne veut pas être écrasée. J'ai bien peur de ne plus jamais retrouver d'aussi magnifiques troupes révolutionnaires de choc.

Ah! la vieille balançoire bourgeoise de « la femme ange du foyer », comme elle était loin cette nuit-là!

C'est en se battant contre le patronat pacifiquement, ou violemment quand le patronat emploie la violence, que les femmes protégeront leurs enfants et leur feront un avenir meilleur. Elles le savent, les vaillantes femmes de Douarnenez et elles l'apprendront aux ouvrières de partout.

VII. — La victoire

Il fut vite établi que les patrons avaient trempé dans l'attentat. Affolés devant les responsabilités qu'ils encou-
raient, ils nous dépêchèrent un avocat de leurs amis pour



Le Comité de grève.

nous proposer d'entrer en relations avec le Comité de grève. Et, après quelques vagues réserves, ils signaient le même contrat qui avait été accepté trois semaines auparavant par la première usine. Ils ne pouvaient supporter deux plaies consécutives au flanc; ils se guérissaient de

l'une, la grève, pour se consacrer entièrement aux soins nécessaires à l'autre, le procès devant les assises.

Ainsi, brusquement, c'était la fin victorieuse du conflit. Mais les ouvrières, qui attendaient la sortie des patrons qui vinrent signer le contrat, leur firent la haie en leur criant : « Vive la grève ! », ce cri si souvent entendu à Douarnenez pendant près de sept semaines.

Ce fut du délire.

— Vous êtes contentes ?

— Oh ! jamais, jamais, nous n'oublierons tout ce qui a été fait pour notre victoire.

— Mais c'est à vous que vous la devez, à votre cohésion, à votre union, à votre endurance, à votre ténacité. Devant une grève aussi unanime, il faut que ça saute ou que ça craque. Mais si, un jour, toute la classe ouvrière de notre pays partait à fond comme vous, ce serait vite fait, allez ! Et les patrons devraient finir par se mettre à travailler, eux aussi. Car plus de gendarmes pour les protéger, plus de préfets à leur solde pour suspendre les maires qui servent les ouvriers, plus de pain fourni par des boulangers à des oisifs. Et c'est parce que nous disons cela et que nous le voulons que tous les parasites et leurs domestiques galonnés ou autres ne nous aiment pas et nous discréditent. Et quand des ouvriers se laissent tromper par ces bandits et se méfient de nous qui ne voulons que leur bien, cela nous fait de la peine. Mais la haine des canailles ne peut que nous honorer.

— Nous n'allons pas rentrer tout de suite demain, nous allons faire une dernière manifestation ?

— Oui, mes camarades, nous avons obtenu pour vous un jour de congé et nous ferons une manifestation dont la gent patronale de Douarnenez se souviendra.

— Et nous maintiendrons notre syndicat ; jamais nous ne le lâcherons.

— Ça, c'est bien, mais il faudra y travailler.

— Que faudra-t-il y faire ?

— Vous avez encore bien des revendications à poser,

surtout vous, les femmes : il n'y a pas d'hygiène dans vos usines, vous n'avez pas de vestiaires propres pour vos vêtements; il n'y a ni crèches ni garderies pour vos petits, ni chambres d'allaitement. Et puis, allez-vous vous contenter d'un salaire d'un franc de l'heure? Il faudra aussi arriver à vous faire majorer les heures de nuit après 10 heures du soir.

— Expliquez-nous ça, ces majorations; on n'a pas bien compris. On sera payé 30 sous de l'heure quand on fera plus de 10 heures?

— Quand vous commencerez votre journée, à 7 heures du matin, avec l'interruption de midi, vos 10 heures réglementaires seront finies à 6 heures du soir. Si, après avoir mangé à 7 heures, vous retournez à l'usine, vous faites des heures supplémentaires, la majoration de 50 0/0 joue et vous êtes payées 1 fr. 50 de l'heure.

— Et pour les heures de nuit, on sera aussi payé 30 sous?

— Supposez qu'au lieu de travailler jusqu'à minuit, cette même journée dont je viens de parler, vous travailliez jusqu'à 2 heures du matin. Jusqu'à minuit, depuis 7 heures, vous touchez 1 fr. 50 de l'heure. Mais, à partir de minuit, la seconde majoration pour les heures de nuit joue aussi et vous touchez 50 0/0 en plus, c'est-à-dire 2 francs. Par exemple, si la pêche arrive tard et que vous ne commenciez qu'à 7 heures du soir, la majoration pour les heures supplémentaires ne joue qu'à partir de 5 heures du matin, mais la majoration pour les heures de nuit joue tout de même, après minuit, de sorte qu'à partir de cette heure, vous touchez 1 fr. 50 jusqu'à 5 heures. A partir de ce moment, ce sont les heures de jour, la majoration cesse, mais si vous continuez, ce sont des heures supplémentaires que vous faites et vous touchez tout de même 1 fr. 50.

— Oh! merci, merci, nous ne voulions pas le croire. Nous n'aurions jamais cru qu'il y avait tant de choses à débrouiller (*sic*) dans notre travail.

— Il faudra vous-mêmes étudier maintenant toutes ces

choses et toutes ces revendications que, depuis longtemps, à travers le monde, des ouvriers courageux défendent.

— Oui, nous voulons aussi fournir notre part d'effort. Nous ne voulons surtout plus nous laisser tromper. Camarades, si nous avons tant souffert et si longtemps, nous reconnaissons que c'est par notre faute. Nous n'avions pas de syndicat; nous nous jalouions entre nous au lieu de nous unir. Et les commises et les patrons savaient bien attiser cette jalousie; regardez celle-là qui s'est payé une fourrure et cette autre qui va au cinéma. Mais ils ne nous y prendront plus; nous ne nous laisserons plus diviser pour si peu. Que celles qui ont froid s'achètent des fourrures et que celles qui ont besoin de se distraire aillent au cinéma, cela ne nous regarde pas. Mais nous nous défendrons tous ensemble, les hommes et les femmes, les jeunes et les vieilles, les sardinières et les marins, comme dans cette grève. Nous savons maintenant par l'expérience que nous venons de faire que nous avons tous les mêmes intérêts et que, si les patrons nous dressent les uns contre les autres, c'est pour mieux tondre les uns et les autres.

« Aussi, nous ne nous inquiéterons plus de savoir ce que font nos camarades quand elles sont chez elles, ni de ce qu'elles pensent sur des questions particulières, mais nous resterons tous unis contre notre ennemi qui est notre patron. Ça n'est pas difficile, nous l'avons vu; toutes les autres ouvrières de partout peuvent en faire autant. Elles, au moins, elles comprennent le français, elles sont placées dans de meilleures conditions que nous; nous, nous parlons le breton, nous avons beaucoup d'enfants, c'était la misère chez nous. Eh bien! nous avons fait la grève, toutes ensemble, pas une n'a travaillé et nous avons gagné la grève.

« Mais nous avons des communistes à la mairie. Ça nous a beaucoup aidées. Dites-le partout. Nous le dirons aussi, nous le ferons savoir partout, quand maintenant les délégués de notre syndicat iront dans les congrès. Il n'y a que les communistes qui nous ont aidées, nous nous en souviendrons. Nous avons eu un maire radical. Il est main-

tenant avec le gouvernement qui nous envoie les gendarmes pour nous charger. Nous avons eu aussi un maire socialiste. Jamais il ne s'est occupé de nous comme le maire communiste de maintenant. Il est bien venu un député socialiste ces jours derniers, mais il n'est pas venu à notre secours, il est venu voir s'il était vrai qu'on avait voulu vous assassiner, et c'est tout. Aussi personne ne l'a seulement regardé. Et vous avez vu comme tout le monde a voté pour les communistes l'autre dimanche, même ceux à qui on avait monté le cou contre notre maire aux dernières élections. Tous les grévistes ont « bien voté ». Ah! il avait cru, le préfet, que nous aurions été battus depuis longtemps et que nous ferions supporter notre échec aux communistes en votant ou en faisant voter contre eux, et il avait voulu fixer les élections municipales au 28 décembre (1)! Eh bien! il est servit!

— En effet, tout le conseil est maintenant communiste, sauf un conseiller?

— Oui, et au mois de mai, il sera tout communiste. Et nous aussi, nous voulons le devenir. Vous le direz aux ouvrières de partout que vous rencontrez dans les réunions que vous faites. Nous avons compris que c'est le communisme qui nous sauvera, les femmes comme les hommes, et nous voulons essayer de faire, nous aussi, le bon travail que vous faites.

— C'est bien! on vous aidera à constituer vos cellules communistes d'usines, composées d'hommes comme de femmes. Ce sera comme pour le syndicat, vous aurez bientôt tout le monde.

— Nous l'espérons. Quand je pense! Nous allions toutes à la messe et aux pardons. Il y en a bien encore qui y

(1) 11 conseillers socialistes étant démissionnaires depuis l'élection du maire communiste, le préfet, dès la deuxième semaine de grève, au début de décembre, fixa la date des élections.

vont, ça ne les empêche pas d'avoir été des grévistes courageuses et d'être des syndiquées; mais il y en a qui n'y retourneront pas, parce que le curé leur a refusé l'absolution parce qu'elles étaient venues danser au bal du Comité de grève. Et celles qui ont porté la bannière ne recevront pas l'absolution non plus.

— Votre curé, il est donc comme les gendarmes, pour les patrons aussi, lui qui devrait défendre le faible contre le fort, c'est-à-dire les pauvres contre les riches?

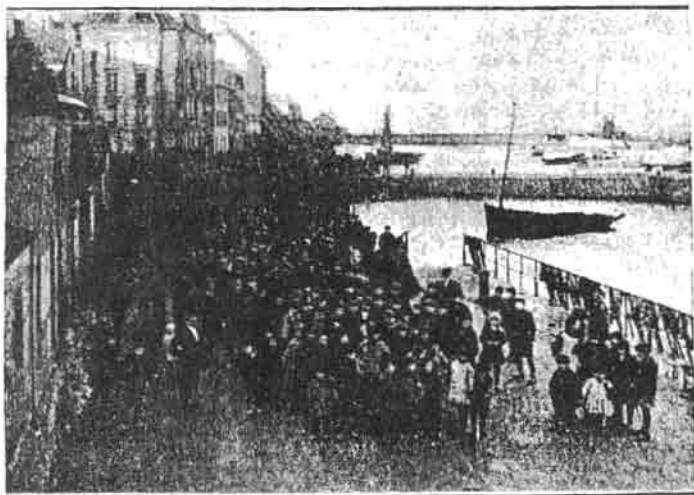
— Héh bien sûr! Mais maintenant nous nous méfierons de tous ceux qui nous racontent des histoires pour nous faire prendre notre mal en patience. Qu'ils aillent les raconter aux patrons, car nous ne voulons plus être patientes, nous voulons bien vivre sur cette terre, c'est plus sûr. Et puis, nous ne voulons plus, par notre peine, faire la fortune de quelques bandits qui veulent faire assassiner nos meilleurs amis. Dites bien aux ouvrières de partout qu'elles se syndiquent toutes comme nous, et elles obtiendront les améliorations qu'elles demandent.

Le lendemain, c'étaient 10.000 personnes qui suivaient le Comité de grève et les bannières syndicales. Et nous avions nous-mêmes établi un service d'ordre qui fonctionna parfaitement. D'ailleurs, c'est nous seuls qui avions assez d'autorité pour assurer toujours l'ordre dans la ville.

Des commissaires avec des brassards encadrèrent le formidable défilé. Toutes ces braves femmes s'étaient cotisées et nous apportèrent des gerbes de fleurs magnifiques. Un groupe en retard de jeunes filles nous remit la sienne au carrefour où avait eu lieu la tentative d'assassinat; elle fut remise à l'une des victimes, le maire, qui reprenait ce jour-là ses fonctions, devant quatre patrons qui stationnaient à quelques pas. Ils avaient fait écrire dans la presse à tout faire que nous terrorisions les grévistes et que, sans notre présence à Douarnenez, tout le monde serait depuis longtemps rentré. L'affection que les grévistes nous témoi-

gnaient démentait toutes ces affirmations, aussi imbéciles que canailles.

Une attention plus touchante encore que l'offre des fleurs fut l'offre d'un grand gâteau, sur lequel les ouvrières avaient



Une manifestation à Douarnenez.

fait dessiner une faucille et un marteau avec, au-dessous : *Les grévistes de Douarnenez au Comité de grève.*

Les insignes communistes ! Qui avait eu cette merveilleuse idée ? Nous ne le saurons pas ; toutes rivalisaient d'initiative et d'attentions délicates.

VIII. — La rentrée

Elle eut lieu le huit. Mais, à 2 heures, les ouvrières de l'usine Ramp arrivent à la mairie.

— Il y en a 6 dans notre usine qui ne sont pas syndiquées. Il faut qu'elles se syndiquent ou qu'elles s'en aillent. Nous ne rentrerons pas avant.

— Nous avons fait signer à votre patron qu'il ne renverrait personne pour fait de grève ou pour fait syndical. De son côté, il nous a fait promettre que nous laisserions travailler les non-syndiquées. Nous avons dû promettre pour vous. Il faut que vous respectiez notre promesse.

— Nous ne voulons pas rentrer avec elles; qu'elles payent leur cotisation comme les autres. Elles ont obtenu des améliorations grâce au syndicat; qu'elles y viennent!

— Mes camarades, vous ne respectez pas vous-mêmes l'autorité du syndicat, car vous agissez comme lorsqu'il n'y en avait pas. Vous recommencez une petite grève sans l'assentiment du syndicat; c'est lui seul qui a qualité pour décider d'un mouvement. Et sûrement, à la presque unanimité, il condamnerait votre geste. Il faut rentrer et mettre vos non-syndiquées en quarantaine jusqu'à ce qu'elles adhèrent.

— Eh bien! nous consentons à rentrer, mais nous dirons à notre patron que c'est le syndicat qui nous a obligées à rentrer.

Nous avions eu chaud; mais l'autorité du syndicat sortait grandie de l'aventure. Les patrons comprendraient qu'il faudrait à l'avenir compter avec lui.

Les cantines cessèrent de fonctionner. Mais nous avions expliqué à ceux qui en avaient été les bénéficiaires que la vie en commun, le ravitaillement en commun, faisaient gagner du temps et de l'argent, qu'il leur serait impossible de se nourrir chacun dans leur petit ménage aussi substantiellement avec les sommes que nous dépensions pour eux. Qu'en plus les femmes avaient le souci et la peine de pré-

parer les repas; qu'elles auraient avantage à continuer à manger en commun dans un restaurant populaire. Il fut entendu avec la municipalité communiste qu'une baraque qui avait servi de cantine serait transportée en ville et qu'on y organiserait le restaurant populaire proposé. C'était une leçon communiste de plus à tirer de cette grève de Douarnenez, si fertile en enseignements de toutes sortes.

*
**

Camarades ouvrières de toutes les régions de France, vous pouvez réaliser ce que les sardinières de Douarnenez ont réalisé. N'acceptez plus votre servage; dressez-vous contre vos affameurs qui affament en même temps vos petits. Réclamez un sort plus digne d'un être qui travaille; groupez-vous avec ceux qui ont les mêmes intérêts que vous; aidez-nous à lutter contre ceux qui, comme les fascistes italiens, n'hésitent pas à tuer pour mieux maintenir leur pouvoir sur les travailleurs des deux sexes; réalisez l'unité syndicale qui augmentera votre force de résistance et d'offensive.

Et venez au Parti Communiste comme les sardinières de Douarnenez qui ont expérimenté sa force, sa sagesse et sa forte volonté de soutenir les travailleurs et de les mettre au pouvoir.

LUCIE COLLIARD.

Bogève (Haute-Savoie), 8 février 1925.

